

La pédo- psychiatrie crie au secours

■ Les économies imposées par la ministre De Block ont des conséquences dramatiques.

Les Cliniques universitaires Saint-Luc souhaitent que la ministre fédérale de la Santé, Maggie De Block (Open VLD) revienne sur sa décision de réduire de moitié le financement de lits psychiatriques dans les hôpitaux de jour. La mesure ne permettra pas de maintenir le niveau actuel d'emploi, s'inquiètent les responsables de Saint-Luc.

Ils condamnent la réduction du financement des lits en hôpital de jour malgré une demande "criante" de places de pédopsychiatrie. Considérer qu'une occupation partielle ne justifie pas un financement complet est un mauvais calcul, souligne Renaud Mazy, administrateur-délégué de Saint-Luc.

"Ce sont donc des patients lourds, des enfants en grande détresse."

Dominique Charlier
Chef de service

"Nous accueillons les enfants en détresse morale sept jours sur sept, jour et nuit. L'hôpital de jour pédopsychiatrique permet

aux enfants de bénéficier d'un traitement continu, de jour en complément de la nuit en hospitalisation, en vue d'un retour dans leur cadre de vie en institution ou à domicile."

Offre pointue

Selon leurs calculs, les économies priveront les Cliniques Saint-Luc de 150 000 euros cette année et de 800 000 euros par an à partir de 2020, soit 12 équivalents temps plein. "A défaut d'une révision de la mesure, nous allons devoir réduire la voilure de nos activités en matière d'accueil de l'enfance en détresse morale, ce qui va totalement à l'inverse de notre volonté et des besoins actuels", ajoute Renaud Mazy.

Saint-Luc, qui a développé une offre pointue en matière de psychiatrie infanto-juvénile, dispose d'un agrément pour 5 lits pédopsychiatriques complets et 30 lits partiels. "Ce sont donc des patients lourds, des enfants en grande détresse, auxquels nous fournissons des soins soutenus en associant le cadre familial", ajoute Dominique Charlier, chef du service de psychiatrie infanto-juvénile. "La formule de soins institutionnels de jour permet qui plus est de réduire au maximum les médicaments. Actuellement déjà, nous ne sommes pas en mesure de répondre à l'ensemble de la demande." (D'après Belga)